

Agence régionale de santé de Bourgogne-  
Franche-Comté

Dijon, le **15 JUIN 2022**

Direction inspection contrôle audit

Le directeur général de l'agence régionale de santé  
Bourgogne-Franche-Comté

A

Madame la directrice de l'EHPAD les Amaltides  
20 Avenue Condorcet

71880 Châtenoy-le-Royal

**Objet : mesures définitives suite à inspection**

**PJ : tableau de suivi des mesures**

**LRAR N° 1A 197 315 5581 9**

J'ai diligenté une mission d'inspection inopinée dans votre établissement les 8 et 9 février 2022.

Lors de ce contrôle, les inspecteurs ont constaté des non-conformités et des dysfonctionnements susceptibles d'avoir des conséquences graves sur la santé, la sécurité et le bien-être physique ou moral des personnes hébergées qui ont donné lieu à l'envoi d'un courrier de mesures correctives envisagées qui vous ont été notifiées le 31 mars 2022, dans le cadre de la procédure contradictoire.

En application des articles L. 121-1 et L. 122-1 du Code des relations entre le public et l'administration, je vous avais accordé un délai de 15 jours pour nous faire connaître vos observations sur ces mesures envisagées.

J'accuse réception de votre réponse en date du 18 avril ainsi que des pièces qui l'accompagnent et je formule les conclusions définitives figurant dans le tableau annexé à ce courrier.

En application de l'article L. 313-14 du code de l'action sociale et des familles alinéas 2 et 5, nous vous rappelons que le non-respect des mesures d'injonctions pourrait motiver une décision de mise sous administration provisoire de votre établissement.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à notre attention ;
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de la Santé et de la Prévention ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon.

Vous voudrez bien rendre compte à la direction de l'autonomie de l'agence régionale de santé



Le directeur général,

Pierre PRIBILE

**Tableau des mesures  
Injonctions**

Date des mesures : 02/06/2022  
 Coordonnateur : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD les Amaltides  
 Adresse : 20 avenue Condorcet  
 Code postal : 71880 Commune : Châtenoy-le-Royal

Injonctions					
Nb	2	Libellé	Fondement juridique	Délai	Référence rapport E/R
1		<p>Mettre en conformité le règlement de fonctionnement et le projet d'établissement.</p> <p><i>Les éléments de preuve permettant de lever la mesure seront :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le règlement de fonctionnement signé,</li> <li>- le PV du CVS du 29/4,</li> <li>- le PE finalisé en novembre 2022.</li> </ul>	articles R. 311-33 et L. 311-8 du CASF	6 mois	E1, E2
2		<p>Procéder à la sécurisation de l'escalier.</p> <p><i>Les éléments de preuve permettant de lever la mesure seront la facture acquittée et les photos des claviers codés.</i></p>	article L. 311-3 du CASF	6 mois	E4

**Tableau des mesures  
Prescriptions**

Date des mesures : 02/06/2022  
 Coordonnateur : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD les Amaltides  
 Adresse : 20 avenue Condorcet  
 Code postal : 71880 Commune : Châtenoy-le-Royal

Prescription					
Nb	1	Libellé	Fondement juridique	Délai	Référence rapport E/R
1		Remplacer le médecin coordonnateur démissionnaire dans les 3 mois. En attendant, un médecin du groupe doit assurer l'intérim.  Eléments de preuve permettant de lever la mesure : la fiche de poste du médecin coordonnateur du groupe précisant qu'il assure l'interim jusqu'au recrutement (1 mois) et contrat du futur médecin coordonnateur (3 mois)	article D. 312-156 du CASF	3 mois	R12

# Tableau des mesures Recommandations

Date des mesures : 02/06/2022

Coordonnateur :

Nom établissement : EHPAD les Amaltides

Adresse : 20 avenue Condorcet

Code postal : 71880 Commune : Châtenoy-le-Royal

Recommandation				
Nb	1	Libellé	Référence rapport E/R	Réponse de la structure inspectée
1		Formaliser les partenariats en place notamment avec les partenaires sanitaires,	R15	La convention avec le réseau [REDACTED] n'est pas signée par ce dernier et celle avec le réseau de l'équipe de gériatrie n'est pas effective à la date du 18 avril. <u>Maintien de la mesure.</u>